

# *Union Rationaliste Métropole Nord*

## Connaissance et reconnaissance des cultures

ROUBAIX – théâtre Pierre 28.01.2017

Par Roland Lombard

---

### La reconnaissance des cultures au travers des livres scolaires : le cas Israël/Palestine.

Permettez-moi tout d'abord de remercier l'Union Rationaliste Métropole Nord pour son invitation à présenter dans ce colloque sur la connaissance et la reconnaissance des cultures le travail effectué en France sur ce cas d'école : La présentation du conflit israélo-palestinien dans les manuels scolaires.

Dans les notes fixant les objectifs du colloque, j'ai relevé deux points :

**Aller vers un enseignement scolaire qui permette de développer chez les jeunes l'analyse critique plutôt que leur fournir un prêt à penser. Leur permettre l'analyse des conditionnements, pour les démonter.**

**Aborder les conditions d'une approche rationnelle et critique dans l'enseignement de l'histoire par les manuels scolaires.**

En relisant mes notes, je me suis demandé si j'avais répondu aux objectifs définis par les organisateurs. Qui plus est, le tout m'a semblé manqué de cohérence ! Aussi je me propose de vous livrer mes réflexions en leur état, tablant sur une possibilité de dialogue au travers de vos questions et vos remarques, de manière à confronter nos points de vue et cerner mieux les problèmes qui nous préoccupent.

Un colloque sur le thème « connaissance et reconnaissance des cultures » a toute sa place dans la société d'aujourd'hui, confrontée, en France, avec un brassage de populations et de coutumes que le pays n'avait pas connu depuis les temps héroïques. Pour rappel, je cite l'afflux de travailleurs magrébins sous Pompidou, les réfugiés d'Afrique, d'Europe de l'Est, du Proche et du Moyen Orient.

Ce côtoiement de familles aux pratiques diverses, et souvent non conformes au modèle local établi au cours des siècles engendre questionnements et tensions. De prime abord, il est rare que la diversité soit perçue comme une richesse ; elle est plutôt source de rejet. D'où

l'importance d'une éducation qui permette l'acceptation de cette diversité, sans rechercher l'amalgame ni le syncrétisme.

La reconnaissance des cultures, au niveau des manuels scolaires, intervient, à ma connaissance, essentiellement dans les cours d'Histoire et de Géographie. Elle est évidemment partielle et moins importante en volume par rapport à d'autres sources qui interviennent dans l'apprentissage et l'éducation des enfants comme la littérature pour la jeunesse et les médias, l'approche de la religion.

Cependant le manuel scolaire revêt, auprès d'une large fraction de la population, une certaine officialité. La situation peut varier selon les pays. En France, cette officialité n'est pas réelle, ou contraignante, dans la mesure où le contenu des manuels scolaires n'est pas imposé par l'Etat : il est du seul ressort de l'éditeur.

Cependant, l'Etat peut soutenir une initiative et donc influencer sur l'éducation selon la tendance qu'il souhaite encourager. Cas intéressant : le manuel d'histoire commun franco-allemand proposé lors du 40<sup>e</sup> anniversaire (2003) du traité de l'Elysée : il s'agissait de rédiger un « *Manuel d'histoire ayant les mêmes contenus pour les deux pays afin de réduire les préjugés causés par la méconnaissance mutuelle* ».

Mis en œuvre par une commission d'historiens et de responsables pédagogiques des deux pays, le projet a été confié à deux maisons d'édition (Ernst Klett Verlag et Nathan), choisies après un appel d'offres. Sorti en 2006-2007 cette initiative n'a pas connu un grand succès, parce que le texte publié a été traité comme un livre et non un manuel ! C'est-à-dire un apport d'informations plus que comme un manuel scolaire.

Quel que soit la liberté de l'éditeur, ou des auteurs, on voit mal circuler dans les écoles des textes qui s'éloigneraient sensiblement du « politiquement correct » ! Par ailleurs, les manuels scolaires étant soumis à la loi du marché, il est peu probable qu'un éditeur propose un livre allant de plein fouet à l'encontre des idées reçues ou couramment admises. Par conséquent le manuel reflète plus ou moins un discours officiel. La liberté de l'éditeur, celle de l'équipe en charge de la rédaction et de l'iconographie, est bridée par des considérations d'ordre politique et financier. L'image que le manuel donne d'une culture ou d'un peuple subit l'influence des autorités responsables de l'enseignement au sein d'un gouvernement et des groupes de pression. Ceci peut entraîner des déviations, des abus, des mensonges (contrevérités et omissions) portant préjudice à une partie des élèves et, au-delà, à la communauté à laquelle ils appartiennent.

Cette situation s'illustre, par exemple, par ce slogan lancé il y a quelques années : le devoir de mémoire. Sauf erreur, le gouvernement de l'époque, et ceux qui ont suivi ne se sont pas impliqués officiellement dans cette affaire, tout en lui accordant un avis favorable. Les groupes de pressions s'en sont emparé. Au final cette notion de devoir s'est montrée particulièrement sélective, laissant de côté nombre de cas qui pèsent sur la conscience collective sans faire la une : Avez-vous entendu parler du devoir de mémoire envers les harkis, ou envers les soldats africains enrôlés dans l'armée française pour mâter la révolte de Druzes au Liban et vraisemblablement exécutés pour refus de massacrer la population d'un village (cf « *Les oubliés du Levant* ».P. et G. Priolon, l'Harmattan, 2015).

C'est à ce titre, c'est-à-dire au niveau des défaillances à l'égard de la déontologie de l'historien et d'un minimum d'objectivité, que la présentation de la Palestine et des

Palestiniens dans les manuels scolaires constitue un cas d'école. Les analyses montrent toutes une tendance à suivre les thèses de l'idéologie sioniste, à adopter les arguments des gouvernants de l'Etat d'Israël et de confiner les Palestiniens dans des aspects négatifs. La communauté palestinienne en France n'est pas très importante numériquement mais l'injustice subie par le Peuple palestinien et la façon dont le Palestinien est présenté dans les manuels scolaires touchent toute la communauté « arabe » et musulmane, et au-delà. Ce qui confère au problème une acuité particulière et lui vaut d'être un point clé dans la question du vivre ensemble.

Autre point à souligner : en France l'utilisation d'un manuel par l'enseignant n'est pas obligatoire. Ce dernier est libre de prendre la matière de son enseignement aux sources lui paraissant les plus adéquates. Ceci pourrait relativiser l'impact du manuel mais dans le même temps le manuel est un outil sensé lui faciliter la tâche et lui fournir des pistes. L'enseignant lui-même n'est pas totalement libre. Il est de facto soumis à une hiérarchie et peut payer très cher une audace.

Les travaux présentés en septembre 2013 au sénat sur la question de la présentation du « conflit » israélo-palestinien et la lecture des actes de ce colloque apportent des éléments de réflexion au moins à trois niveaux : le militantisme, l'impact de l'information, en particulier sur la jeunesse, et l'analyse de l'information.

#### -militantisme :

Etre attentif à l'image donnée des Palestiniens et de leur histoire, relever les biais et les contrevérités pouvant leur porter préjudice, c'est lutter pour la reconnaissance des droits du peuple palestinien, des injustices qu'il a subi et qu'il subit encore. Sans entrer dans les détails, nous sommes en face d'un déni de droit international au bénéfice d'une idéologie qui s'est implantée par la violence. Celle-ci justifie son action par une propagande basée sur une falsification de l'histoire, qui sert de prétexte à la revendication des terres ancestrales des Palestiniens au profit d'une entité qu'il est quasiment impossible à définir, le « peuple juif ».

Comme l'a dit Michel Warschawski, on est en présence d'un colonialisme habituel et de sa politique de spoliation des terres, « ôte-toi de là que je m'y mette », doublé d'une justification puisée dans la religion.

Le soutien apporté par les Etats occidentaux, leur laisser faire, confère à Israël une impunité qui se traduit par une situation inacceptable. Lutter pour le respect des droits élémentaires des Palestiniens c'est aussi lutter pour le respect des engagements pris par les responsables politiques de nos pays. Une instance dirigeante qui bafoue constamment les valeurs qu'elle prétend défendre (démocratie, droits de l'Homme, etc...) en faveur d'une puissance occupante, risque fort de mettre le pouvoir en déliquescence. Et comme l'a dit Panaït Istrati : « *quand le bâton du pouvoir tombe dans le ruisseau, il est rarement ramassé par un homme de bien* » ! Par conséquent, il est essentiel de dénoncer cette situation pour que justice soit rendue aux Palestiniens et que cesse la politique de deux poids deux mesures qui discrédite ceux qui la pratiquent.

Evidemment les manuels scolaires ne sont pas les seuls domaines où cette vigilance doit être assurée. La même lecture critique doit s'exercer dans les dictionnaires, les atlas,....qui sont des livres de référence au même titre que les manuels.

## -l'impact de l'information

Dispensée dans les manuels l'information influe sur l'éducation de la jeunesse, sur sa façon de penser et d'appréhender le monde et les divers groupes habitant sur la planète, leurs coutumes et leur culture. La stigmatisation d'une fraction de la société, le décalage entre les déclarations officielles et les faits, entre le discours de l'école et celui du milieu familial, ne peut qu'engendrer des tensions, des rancœurs, des rejets et des révoltes. Le « vivre ensemble » implique une égalité de traitement entre les communautés en ce qui concerne les faits historiques et les cultures.

Cette question est d'autant plus importante, que les manuels scolaires se construisent aujourd'hui plus sur de l'image que sur du texte. L'information est dispensée d'une manière plus brutale qu'auparavant. Comme l'explique D. Comelli, dans sa contribution au colloque de 2013, on assiste à un changement de stratégie dans la fabrication des manuels. Moins d'explications, plus de documents iconographiques, ce qui privilégie le recours à l'émotionnel au détriment de la réflexion. Si on n'y prend pas garde, cette stratégie exacerbe les différences et renforce les a priori.

Cette façon d'asséner des vérités, d'imposer des constats, ne favorise ni la curiosité, ni l'esprit critique. C'est une pratique contraire à une pédagogie ayant pour but le développement de l'enfant dans ses capacités de jugement. Faut-il rappeler ici cette sentence de Rabelais, qui donne toute sa sève à l'éducation : « *l'enfant n'est pas un vase qu'on remplit mais un feu qu'on allume* » ?

Dans le même temps, on constate qu'une pédagogie favorisant le sens critique de l'enfant, et dispensée au plus grand nombre, n'est pas vraiment souhaitée par les oligarchies, même dans leurs formes modernes. Elle est dangereuse pour les systèmes politiques, parce qu'il est plus facile de diriger des citoyens « formatés ». Dans ce cas, on peut prévoir les réactions et les souhaits par des études statistiques. Au contraire, les individus usant de leur libre arbitre constituent une menace, un ferment pour l'anarchie.

Les manuels scolaires ne sont pas seuls à proposer aux enfants et aux adolescents une vision du monde. Toute la littérature pour la jeunesse est tributaire des mêmes aléas, et dans des conditions assez similaires, la seule différence étant la possibilité de choisir le livre, alors que le manuel est imposé. En fait, de nos jours, une grande partie de la littérature et des médias destinés à la jeunesse s'inscrivent dans cette tendance du recours à l'émotionnel et tendent à une éducation de la pensée plus qu'à l'acquis d'une méthode de raisonnement. Un phénomène qui ne touche pas seulement pour la jeunesse !

Illustration intéressante : la situation sur ce plan en Israël :

Le 10 octobre dernier paraissait dans « Le Quotidien d'Oran » un article intitulé « *Les manuels scolaires et la littérature enfantine israéliens promeuvent le racisme et la haine contre les Palestiniens et les Arabes* ». En fait, il s'agit de la traduction d'un rapport

écrit en 1999 par Maureen Mehan, publié dans le « Washington Report on Middle East Affairs. Le texte débute ainsi :

*« Suivant de récentes études académiques et des sondages d'opinion, les manuels scolaires aussi bien que les livres de fiction enfantins israéliens, décrivent les Palestiniens et les Arabes comme des assassins, des émeutiers et des gens généralement arriérés et improductifs. La délégitimation et les stéréotypes négatifs des Palestiniens et des Arabes sont la règle plutôt que l'exception dans les manuels scolaires israéliens »*

Suit un réquisitoire sans appel sur l'endoctrinement des enfants et la façon dont Israël justifie ses guerres et ses exactions. Peut-être que l'élément le plus choquant est le résultat d'un sondage en 5 questions posées aux enfants sur leur attitude à l'égard des Arabes, comment les reconnaissaient-ils et quelles étaient leurs relations avec eux.

75 % des enfants ont décrit l'Arabe comme un assassin, quelqu'un qui enlève les enfants, un criminel et un terroriste

80 % ont dit qu'ils voyaient l'Arabe comme quelqu'un de sale avec un visage terrifiant

90 % ont déclaré qu'ils croient que les Palestiniens n'ont aucun droit de quelque nature que soit sur la terre d'Israël ou la Palestine.

Le rapport de Maureen a 18 ans (il est accessible via internet). La situation a peut-être évolué. Mais les travaux de Nurit Peled et le récent film de Tamara Erde sur ce sujet (*This is my Land*) montrent que pour l'essentiel la politique éducative est restée la même.

L'éducation en France ne semble pas atteindre ce degré d'endoctrinement ... et encore ! Mais il importe d'être vigilant car le dérapage arrive plus vite qu'on ne croit

*Rappeler l'arrivée sur le site « Educocol » du document 100 mots pour le vivre ensemble*

-l'analyse de l'information ...

Comment développer un esprit critique ou curieux ? Peut-être en revenant au précepte cartésien : *ne rien admettre pour vrai qu'on ne l'ait vérifié par soi-même !*

Si on veut véritablement donner une chance à l'enfant de développer son sens critique, et pas seulement dans l'apprentissage de l'histoire, il me semble que 3 conditions sont nécessaires :

1° L'accès à des manuels scolaires proposant des données de base équilibrées par rapport aux points de vue et aux témoignages.

2° Demander aux enfants de constituer leurs propres dossiers à partir des informations qu'ils recueillent.

3° Baser l'évaluation du travail sur l'effort fourni, sur les qualités d'analyse.

Comment vérifier l'information pour se faire une idée de la réalité des situations qui sont le plus souvent complexes et donc ne répondant pas à un schéma simple ? J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt, sur RFI, un sociologue étasunien expliquer comment une parole simple

est rapidement acceptée et prise pour vérité, même s'il s'agit d'un mensonge, alors qu'un décryptage de la complexité retient peu l'attention. En essayant d'en savoir plus via internet, je me suis aperçu que d'une part la sociologie de l'information avait pris une certaine ampleur, au vu de nombre de travaux qui lui sont dédiés. Et d'autre part que la remarque citée ci-dessus avait déjà été émise par Alexis de Tocqueville (1805 - 1859) :

*Il est plus facile pour le monde d'accepter un mensonge simple qu'une vérité complexe !*

Rien de nouveau sous le soleil ....

Ecueil majeur au contrôle de l'information : la plupart du temps les éléments à disposition ne sont pas suffisants pour une analyse sérieuse, décisive ; une certaine simplification est nécessaire pour ne pas se perdre dans des dédales des hypothèses.

S'agissant de l'Histoire, l'analyse des historiens est essentielle pour l'exposé des faits, l'établissement des chronologies et des responsabilités par recoupements des documents et des témoignages. C'est une œuvre de longue haleine, souvent différée parce que les archives officielles ne sont consultables que bien des années après les faits. S'il n'est pas possible d'écrire l'Histoire d'une façon objective, chaque historien étant tributaire de son environnement et de son vécu, on peut cependant exiger un minimum d'objectivité dans la relation des faits avérés.

Dans le cas de la Palestine, il faut relever plusieurs anomalies.

Les historiens arabes, palestiniens entre autres, ne sont pas pris au sérieux par les élites occidentales, voire ignorés (ils ne sont pas lus !). Leurs témoignages sont systématiquement discrédités. La version de l'histoire des relations entre Israël et la Palestine qu'impose le gouvernement israélien est basée sur les thèses sionistes. Elle se résume en quelques clichés

*une terre sans peuple pour un peuple sans terre  
les juifs revenants sur leurs terres ancestrales et faisant refleurir le désert*

*Il est interdit de dire que les Palestiniens sont des victimes.  
Les actes de barbaries (massacres !) sont justifiés en les déclarant nécessaires.*

Depuis une vingtaine d'années, des historiens israéliens, tel que Ilan Pappé, ont remis en question la version officielle. En particulier ils ont dénoncé le mythe de l'exode du peuple juif au début de l'ère chrétienne. Seule une fraction de la population juive a quitté la Palestine à cette époque. On l'estime à 10 %. Par conséquent les revendications sionistes sur la terre de Palestine ne sont pas fondées.

Les travaux de ces nouveaux historiens ne sont pas tellement diffusés au-delà des milieux universitaires.

Il est étonnant de constater que, malgré les nombreuses études qui ont été faites, malgré l'ensemble des témoignages récoltés et les révélations des archives, la version sioniste de l'histoire de la Palestine reste la plus répandue dans les médias occidentaux, et dans les manuels scolaires. Elle influence le discours des hommes politiques occidentaux, plus prompts à réclamer la sécurité pour Israël qu'à dénoncer les violences dont sont victimes les Palestiniens.

Ceci nous ramène à deux points fondamentaux. Pour le citoyen « moyen » : comment avoir accès à une information fiable et comment exercer un esprit critique par rapport aux affirmations qui sont dispensées ? C'est un vrai problème d'autant que ceux qui devraient exercer une action critique selon la déontologie de leur métier (journaliste !) sont tributaires des pressions qu'ils subissent.

Quelques mots de conclusion :

La connaissance et la reconnaissance des cultures, des histoires et des aspirations sont à notre époque à la fois naturelles et indispensables. L'avalanche des informations qui nous parviennent, les possibilités de voyage et de découverte du monde, le brassage des populations devraient nous inciter à étendre notre sphère culturelle, à rester vigilants par rapport aux propos qu'on nous distille.

La vigilance au niveau des manuels scolaires est d'autant plus nécessaire que l'école forme les citoyens de demain. C'est à ce niveau que s'amorce la prise de conscience des réalités qui nous entourent. Mais l'école devrait inculquer aussi une méthode de raisonnement, de travail. Il nous appartient d'être attentifs à ce qu'elle développe la curiosité et l'esprit critique plutôt que l'amoncellement de connaissances, le savoir « prêt à penser »